

**NOUVELLE CALÉDONIE – PROVINCE SUD**  
**BOURAIL – CREEK AYMES**

**CENTRALE D'ENROBAGE MOBILE**

**Annexe 18 – Demandes de dérogations**

Les demandes de dérogations présentées ci-dessous ont fait l'objet de recherche bibliographique, d'analyse de retours d'expérience, d'une présentation avec la DSGCR et les pompiers de la commune de Bourail le 15 juin 2023 pour échanges techniques, notamment en terme d'intervention. Elles sont présentées dans un contexte particulier car la présente installation est mise en œuvre de manière temporaire sur le foncier de la carrière Audemard, sur le lieu-dit Creek Aymes. L'ensemble de la zone mise à disposition présente aucune viabilisation (gestion des eaux de pluie, des eaux usées domestiques, de défense incendie).

Le site est occupé par deux activités distinctes et complémentaires : AUDEMARD pour la partie extraction de matériaux, JEAN LEFEBVRE PACIFIQUE pour la fabrication d'enrobés partir d'aggrégats. Du fait de leur proximité, une convention de gestion des situations de crise sera mise en place en définissant le rôle des interlocuteurs en fonction des scénarios redoutés.

## **A – Distance d'implantation**

- Rappel de l'exigence réglementaire

### **2.1. REGLES D'IMPLANTATION**

L'installation est implantée à une distance d'au moins 25 mètres des limites de propriété. Une dérogation peut être accordée par le président de province sous réserve de la présentation d'un dossier justifiant l'absence de risques pour les tiers.

- Dispositions existantes

L'installation de JLP comprenant la centrale d'enrobage et les installations annexes est implanté à une distance de 8,5m de la limite de propriété du foncier Audemard. Une servitude de passage longe la limite de propriété sur les faces Est et Sud.

- Mesures mitigatoires

Pour répondre à la problématique de la distance d'implantation, l'exploitant prévoit les mesures mitigatoires suivantes en complément de la distance des 8,5m :

- L'installation est implantée dans la parcelle Audemard pour être au plus proche des matières premières, nécessaire à l'activité, accès depuis la RT1, réduction du bilan carbone et du risque routier,
- La servitude de passage, intégrée dans la parcelle Audemard, est peu fréquentée (uniquement par les riverains de la zone, au maximum une dizaine de véhicules par jour),
- La zone comprise dans les 25m dans le périmètre de la limite de propriété ne présente pas d'habitations, ni de végétation d'intérêt.
- L'exploitant s'engage à entretenir la végétation sur une bande de 20m autour des limites de site pour éviter toute propagation d'incendie de l'intérieur ou de l'extérieur au site.

## **B – Défense incendie**

- Rappel de l'exigence réglementaire

### **4.2. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre. A défaut, une réserve d'eau suffisante destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

- Dispositions existantes

Comme indiqué, le site d'implantation des activités de JLP présente aucune viabilisation (gestion des eaux de pluie, des eaux usées domestiques, de défense incendie). Aucun poteau incendie n'est présent dans la zone des 200m du risque. Le premier poteau incendie est situé à 2 500 m du site en direction de Moindou.

- Mesures mitigatoires

Dans ce contexte particulier associé à l'absence de viabilisation du secteur, l'exploitant prévoit les mesures mitigatoires suivantes pour assurer la défense incendie de son activité :

- L'activité JLP ne nécessite pas d'eau,
- L'exploitant s'engage à vérifier l'absence de point chaud 2h après la fin de ces activités, avant de fermer le site en fin de journée,
- Pour la première intervention, étant donnée l'absence d'eau, les moyens de première intervention seront exclusivement réalisés avec des extincteurs définis et répartis en fonction du risque.
- L'exploitant met en place un système d'extinction sur les éléments majeurs associés au risque incendie : extinction automatique de la cuve d'hydrocarbures, extinction semi-automatique sur le brûleur.
- L'exploitant équipe le brûleur d'une détection incendie avec déclenchement de la coupure d'alimentation en hydrocarbures en cas d'évènement.

- La défense incendie sera assurée par étouffement à l'aide des agrégats stockés localement et des engins présents sur site (chargeuse). Une quantité d'agrégats d'environ 100 m<sup>3</sup> devra être présente en permanence pour permettre la lutte contre le feu sur site.
- Le maintien d'une bande nue autour du site d'une largeur de 20m pour éviter toute propagation de feu externe ou interne,
- La société Audemard assure la surveillance et gardiennage du site.

## **C – Récupération des eaux d'extinction**

- Rappel de l'exigence réglementaire

### **5.7. PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, soit dans les conditions prévues à l'article 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues à l'article 7 ci-après.

- Dispositions existantes

L'ensemble de la zone ne présente aucune viabilisation (gestion des eaux de pluie, des eaux usées domestiques, de défense incendie). Aucune eau ne sera utilisée pour la défense incendie du site mais des agrégats. Post-incendie, l'exploitant devra gérer des agrégats potentiellement pollués.

- Mesures mitigatoires

L'exploitant prendra en charge la gestion des agrégats potentiellement pollués post sinistre.